



Décision n° CODEP-OLS-2019-053518 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 20 décembre 2019 autorisant EDF à modifier de manière notable les modalités d’exploitations autorisées de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux (INB n° 100)

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 8 mars 1978 autorisant EDF à créer deux tranches de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu le courrier de l’ASN référencé CODEP-OLS-2019-017918 du 15 avril 2019 ;

Vu les courriers de l’ASN référencés CODEP-OLS-2019-034862 du 5 août 2019 et CODEP-OLS-2019-043415 du 14 octobre 2019 ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable des parcs à gaz SGZ du CNPE de Saint-Laurent-des-Eaux transmise par courrier D305218089073 du 27 mars 2019 et l’ensemble les éléments complémentaires apportés par courriers D5160-SMIPE/SC/CD 4407669 du 23 septembre 2019 et D5160-SMIPE/SC/CD 4407767 du 13 décembre 2019 ;

Considérant que, par courrier du 27 mars 2019 susvisé, EDF a déposé une demande d’autorisation de modification des parcs à gaz SGZ de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux ; que cette modification constitue une modification notable de ses installations relevant du régime d’autorisation de l’Autorité de sûreté nucléaire régi par l’article R. 593-55 du code de l’environnement susvisé,

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France (EDF), ci-après dénommée « l’exploitant », est autorisée à modifier l’installation nucléaire de base n° 100 dans les conditions prévues par sa demande du 27 mars 2019 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Orléans, le 20 décembre 2019.

**Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
le chef de la division d'Orléans**

Signé par Alexandre HOULÉ